



Revalorisations Blanquer.

Sous le vernis de la communication du ministre, des résultats insuffisants et de graves menaces pour les personnels.

À la veille de la rentrée, Jean-Michel Blanquer se lance dans un nouveau grand plan de communication sur des augmentations de salaires « historiques ». Pourtant, si ces hausses sont indéniables, elles demeurent parfaitement insuffisantes.

La plus grande part de celles-ci se concentre sur une deuxième étape de la « prime d'attractivité » versée aux enseignant-es, CPE et Psy-En. Si elle constitue une hausse réelle des rémunérations des débuts de carrière, elle est plus que réduite pour tous les autres et inexistante pour plus de 40% de ces personnels. De plus, cette prime remet en cause la progression des rémunérations tout au long de la carrière.

Une nouvelle fois, la CGT Éduc'action estime que l'attractivité du métier ne se réduit pas à la seule question des rémunérations des premiers échelons. Elle passe par une revalorisation de l'ensemble des carrières en laissant des perspectives de hausse salariale tout au long de celles-ci. Elle passe aussi par une amélioration des conditions de travail car leur dégradation constante depuis des années accentue le désintérêt des jeunes diplômé-es pour le métier. Cela passe donc par un plan massif de recrutement permettant la baisse des effectifs par classe et par l'abandon des contres-réformes pédagogiques entraînant la perte de sens du métier.

Pour tous les autres personnels, rien ou si peu n'est acté. Une nouvelle fois, le ministre parle de hausses indemnitaires, sources de concurrence et d'inégalités femmes/hommes par essence.

Concernant les AESH, si l'instauration d'une grille nationale et progressive est une avancée suite aux nombreuses mobilisations des personnels, la CGT Éduc'action considère qu'elle demeure largement insuffisante. En effet, les AESH continuent de subir un temps partiel imposé (laissant certain-es sous le seuil de pauvreté) et n'ont toujours pas accès à un statut de fonctionnaire. Enfin, le ministre n'annonce aucune mesure pour l'amélioration de leurs conditions de travail toujours plus dégradées par l'instauration des PIALS.

C'est d'ailleurs sur la question des conditions de travail que le Grenelle constitue, plus qu'une insuffisance, de véritables menaces. Tous les chantiers ouverts, sous couvert de « proximité » et de personnalisation, ont pour objectif d'aboutir à une explosion du cadre collectif de gestion des personnels et à introduire durablement une individualisation des carrières et des rémunérations, tournant ainsi le dos aux garanties collectives et multipliant les hiérarchies intermédiaires (à l'image des projets de direction d'école). C'est le grand danger d'une véritable dérive managériale.

Les personnels sont vaccinés contre la communication de leur ministre mais pas contre la dégradation sans fin de leurs conditions de travail. C'est pourquoi, avec l'intersyndicale, la CGT Éduc'action les appelle à construire les mobilisations dès la rentrée pour un plan d'urgence pour l'École et pour leurs salaires, et à se mettre massivement en grève le 23 septembre.

Montreuil, le 26 août 2021